



Paris, le 18 Décembre 2019

Circ 80-2018

Destinataires :

CC / BC

UD/ UL

Les gilets jaunes : analyse et positions de La CSF

Le mouvement des gilets jaunes interroge par sa forme d'organisation spontanée et témoigne d'un profond mal être des familles qui s'inquiètent pour leur pouvoir d'achat. La taxe supplémentaire sur le gazoil fut sans doute la goutte qui a fait déborder le vase. Une mesure qui vient impacter le portefeuille des plus modestes après la baisse des APL ou la hausse du prix du gaz. Par sa politique d'austérité budgétaire et fiscale, le gouvernement est responsable de ce climat social tendu. La taxe sur le carburant ou encore la suppression de l'ISF sont de parfaites illustrations de l'atmosphère d'injustice sociale que dénoncent les citoyens.

La CSF dénonce depuis de nombreuses années la baisse régulière de la solvabilité des allocations sociales (familles, logement, chômage ...) et le recul des services de proximité dans les quartiers populaires. La colère d'aujourd'hui résulte d'un sentiment de frustration dans une société en crise qui accroît les incertitudes pour l'avenir.

La stratégie du Président Macron depuis le début de ce quinquennat est de chercher à contourner systématiquement les partenaires sociaux pour donner l'illusion d'être en capacité de s'adresser directement au peuple de France. Le soutien au tissu associatif est insuffisant et l'arrêt des emplois aidés met en péril de nombreuses activités créatrices de lien social et de solidarité. Les conditions de la qualité du dialogue sociale se détériorant, l'émergence en masse et spontanée du mouvement des gilets jaunes en est aussi une résultante. Il apparaît avec le temps que les piquets des gilets jaunes permettent la construction de nouvelles formes de solidarité et de convivialité entre individus qui subissaient individuellement les politiques publiques dont ils étaient les victimes.

Les familles en dénonçant la baisse de leur pouvoir d'achat et en se mobilisant pour celui-ci démontrent qu'elles sont capables de participer au débat public en rendant compte de ce qu'elles vivent et subissent. A ce titre, le mouvement tire sa légitimité par la dénonciation de ces conditions d'existences difficiles. Le corps politique se doit de l'entendre malgré un déficit alarmant de structuration du mouvement empêchant l'émergence de représentants acceptés et reconnus nationalement.

Le gouvernement confronté à cette fronde, appelle à des concertations territoriales avec l'ensemble du mouvement social et des gilets jaunes. La CSF héritière d'une longue tradition d'organisation des familles et du dialogue social se doit d'être un partenaire de la concertation. La CSF insiste sur la nécessité de mettre en place des lieux de débat, de réflexion collective afin qu'elle y porte ses valeurs de solidarité et de justice.

Face aux impasses auxquelles le mouvement des gilets jaunes est confronté en raison de sa spontanéité, il peut être réaffirmé notre croyance au rôle des corps intermédiaires. Ceux-ci à travers

l'histoire du mouvement social ont su démontrer leur capacité à être force de proposition, de représentation et de mobilisation. Ne nous leurrions pas, l'émergence des gilets jaunes et leur méfiance vis-à-vis des structures syndicales est le résultat d'une série de succès du mouvement social depuis plus de 10 ans. Rappelons que cette situation est de la seule responsabilité des gouvernements successifs qui ont toujours joué de la force pour étouffer le dialogue et limiter à une portion congrue les fruits de la richesse. Ce mouvement spontané ne doit pas faire oublier aux personnes mobilisées que les messages collectifs sont portés à long terme qu'à travers des organisations comme La CSF, experte et légitime sur cette pratique.

La solidarité, la convivialité et le dialogue respectueux doivent être les piliers du mouvement des gilets jaunes. La violence, le racisme et l'homophobie tout comme les récupérations politiques des partis extrémistes nous paraissent dangereux, voire mortifères pour la démocratie. Trop de scènes de violences nous ont été témoignées partout sur le territoire et cela est inadmissible pour La CSF.

Aussi, nous émettons de fortes réserves sur les blocages qui peuvent être problématiques voire dangereux lorsqu'il s'agit de questions de santé.

La CSF note en parallèle la multitude des messages et des revendications portées par les gilets jaunes où nous observons parfois des incohérences voire des contradictions. Il est nécessaire de dégager des axes et des positions fortes qui font consensus.

Enfin, la réponse apportée par Macron le 10 décembre 2018, en augmentant le SMIC de 100 euros, en défiscalisant les heures supplémentaires ou encore en exemptant de CSG les retraités percevant moins de 2.000 euros constitue une réponse. Cette proposition fait l'impasse sur la question de la justice sociale en donnant l'illusion que le gain de pouvoir d'achat des familles ne peut être financé que par elle-même.

De « bon début » à « ce n'est pas assez » voire « c'est de l'enfumage », les avis des adhérents et militants de La CSF divergent.

Reconnaissons que le mouvement des gilets a permis à d'imposer à l'Etat l'idée d'une concertation à venir dans les territoires sur le long terme. La CSF se doit d'y participer si les conditions du dialogue apparaissent loyales, c'est-à-dire loin de toute récupération populiste sinon elle se doit de le dénoncer.

La CSF appelle à un débat démocratique décliné sur l'ensemble des territoires enfin de répondre aux enjeux sociaux et environnementaux. La CSF se doit de revendiquer avec le mouvement des gilets jaunes dans le cadre des concertations, un niveau de vie satisfaisant pour tous permettant à chacun de vivre dignement.

Cette circulaire a été réalisée par l'équipe de La CSF

www.la-csf.org

01-44-89-86-80